

## Réponses des candidats

CANDIDATS / PARTIS	PROLONGEMENT			POURQUOI
	POUR	CONTRE	MODIFIER LA LOI	
<b>Union Populaire Républicaine</b>		<b>X</b>		<p>C'est une mesure qui a révélé son inefficacité et qui va à l'encontre des libertés de nos concitoyens.</p> <p>Les prolongations successives visent à nous imposer de fait un état d'urgence permanent que l'on considérera bientôt comme normal et accepté de tous (comme le plan vigipirate qui est maintenant permanent).</p> <p>À l'UPR, nous défendons le droit à la vie privée, le rétablissement du secret des correspondances, la liberté d'expression, et plus généralement l'application de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 (qui fait parti de notre bloc de Constitution), qui je le rappelle est définitivement violée plusieurs fois par le traité de Maastricht de 1992 (comme la justement rappelé Philippe Séguin), et en prolongement par le traité de Lisbonne de 2009, régissant la vie des peuples des pays de l'UE.</p>
<b>CADEAU Franck / ENON Brigitte [Divers]</b>		<b>X</b>		<p>Personnellement je ne crois pas que le déclenchement de l'état d'urgence et son maintien nous garantisse la sérénité au quotidien. Il ne me semble pas que cela règle ni ralentisse le terrorisme qui a été l'élément déclencheur. Beaucoup trop de personnes fichées se déplace comme bon leurs semble sur notre territoire sans être inquiétés. Effectivement la peur engendre la bêtise et les amalgames que nous connaissons tous au quotidien. Les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais réussi à endiguer ces violences gratuites car je reste persuadée qu'ils y trouvent leurs comptes. Nos politiques sont protégés et ne se mêlent que très rarement à la population...comment pourraient -ils ou sauraient-ils nous protéger ?</p> <p>Pour conclure je me permets de vous indiquer que la candidature de Franck est basée sur le fait que "C'est aux citoyens de siéger à l'assemblée Nationale"... Les lois nous concernent... pas eux !</p>
<b>DUBOSCLARD Hervé / ÉPESSÉ Julie [Europe Écologie Les Verts]</b>		<b>X</b>		<p>Je m'engage à mettre fin à l'état d'urgence en France et à garantir le contrôle en amont par le juge de la nécessité et proportionnalité de toute mesure restrictive des droits et libertés.</p> <p>Je m'engage à interdire toute surveillance de masse par la France et à garantir l'accès de tous à un chiffrement robuste des communications et données.</p> <p>Je m'engage à garantir et à protéger activement le droit de réunion pacifique en France.</p>
<b>LOISEAU Franck / GUERRY Martine [Europe Écologie Les Verts]</b>		<b>X</b>		<p>je suis en accord avec le contenu de l'article suivant. <a href="http://www.ldh-france.org/sortir-letat-durgence/">http://www.ldh-france.org/sortir-letat-durgence/</a> et m'engage à demander la fin de l'état d'urgence si je suis élu.</p>

<p><b>CANTIN Manon / DUMENIL William</b> [France Insoumise]</p>		<p><b>X</b></p>	<p>L'état d'urgence a donné lieu à toutes sortes de débordements et a été utilisé pour beaucoup pour neutraliser des militants.</p> <p>La prolongation de l'état d'urgence amoindrit les anticorps républicains.</p> <p>Nous plaidons aussi pour la suppression du dispositif Sentinelle, qui implique des centaines de militaires pour protéger des sites et faire des rondes dans des lieux publics. Les militaires doivent prendre en charge des tâches militaires, l'opération Sentinelle est extrêmement coûteuse en temps, en usure psychologique.</p> <p>La France est aujourd'hui dans le piège de l'état d'urgence, il faut en sortir.</p>
<p><b>COIGNARD Caroline / PRALONG Carole</b>  [Le Parti de Campagne]</p>		<p><b>X</b></p>	<p>Le terrorisme actuel est un fléau qui frappe des innocents sur tous les continents et qui nous plonge dans la douleur et l'incompréhension.</p> <p>Un repli sur soi sécuritaire ne peut être une solution à moyen ou long terme, et n'a pas prouvé son efficacité à court terme.</p> <p>L'interdiction de certains événements populaires ou culturels pour des raisons de sécurité, la limitation de fait du droit de manifester et de contester, l'absence de débat national ou parlementaire sur l'état d'urgence mettent en péril la démocratie.</p> <p>Répondre par des mesures liberticides amène un climat de suspicion et de peur faisant finalement le jeu de la terreur.</p> <p>Les derniers attentats montrent que tout objet quotidien peut se transformer en arme par destination et que le contrôle total est illusoire. L'état d'urgence paraît être une réponse émotionnelle et ne doit pas interdire une réflexion politique profonde sur les causes du terrorisme et les moyens de s'en protéger.</p> <p>Les conditions d'application de l'état d'urgence et les dérives possibles de son utilisation par le pouvoir exécutif font partie, depuis les premiers jours, des préoccupations du Parti de Campagne. La surveillance de masse, la collecte toujours plus importante de données personnelles ne permettent manifestement pas de prévenir les attentats. Selon nous, il faudrait dans un premier temps renforcer les moyens humains et matériels des services de renseignement.</p> <p>Dans la durée, combattre efficacement le terrorisme à l'intérieur de nos frontières passe la prévention des dérives extrémistes. Il faut réfuter la logique du choc des civilisations et ses conséquences meurtrières, refuser toute forme d'exclusion sociale et promouvoir l'éducation à la tolérance et au pluralisme.</p> <p>Face au délitement des libertés, aux mesures sécuritaires et inadaptées, devant l'inefficacité d'une application permanente de dispositifs d'exception et devant les tas d'urgences qui s'accumulent à nos portes, le Parti de Campagne souhaite voir apporter d'autres réponses que le tout sécuritaire.</p>
<p><b>HENRY Maxence / CARSIN Charlotte</b>  [Les Républicains]</p>		<p><b>X</b></p>	<p>Depuis plusieurs années, notre pays et de nombreux pays européens sont confrontés à une guerre d'un nouveau type : le terrorisme porté par des tenants de l'Islam radical qui vise à toucher au cœur notre civilisation. Comme toute situation de guerre, nous devons nous défendre dans le cadre de la légitime défense ; telle est la responsabilité du politique, protéger ses concitoyens.</p> <p>Dans ce contexte, quelle est la meilleure solution pour nous défendre et protéger les français et les françaises ? L'État d'urgence semble être une des réponses possibles ! À la condition cependant que nous allions jusqu'au bout de cette logique... ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Nous sommes en État d'Urgence, mais sa mise en application n'est que très partielle... autant alors ne pas poursuivre dans cette direction, au risque (et vous avez raison) d'habituer les Français à cette situation qui devrait rester exceptionnelle.</p> <p>Aussi, comme député, je ne pense pas voter pour la poursuite de cet Etat d'Urgence, si rien ne change dans sa mise en application.</p>

**Manon CANTON,  
Tiphaine PRIER,  
Georges CHABRIER,  
France MOREAU,  
Kevin CERTENAIS,  
Maryline  
FONTENEAU-  
GRELET,  
Olivier DUPUIS**

**[France Insoumise]**

**X**

La sûreté est un des droits « naturels et imprescriptibles » de l'être humain selon la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

La France insoumise dénonce l'état d'urgence comme une mesure à ne pas conserver sur la durée car il n'est qu'une réponse fébrile à des actes terroristes et devient une réponse liberticide pour nos populations.

Si une majorité des Français adhèrent à cet état d'urgence, c'est plus par sentiment subjectif d'être rassuré que par la connaissance exacte des textes et de leurs conséquences, ainsi que celle des institutions. Pourtant la réalité est, de fait, différente de la protection attendue qui s'est transformée en pratiques liberticides à l'encontre des personnes non terroristes. Le rapport du 31 mai dernier d'Amnesty International en est particulièrement éloquent : 155 rassemblements empêchés depuis fin 2015, des assignations à résidence arbitraires contre des militants écologistes (sur décision administrative et non pas de justice), des violences policières régulières et non nécessaires dans des manifestations à l'égard de personnes pacifiques, avec des traumatismes parfois définitifs. A ce tableau peu élogieux s'ajoutent les discriminations au faciès ou à la religion, de personnes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme. Ces amalgames inacceptables ne devraient pas exister dans le pays des droits de l'homme et du citoyen.

Pourquoi cette volonté de prolonger l'état d'urgence ? Le but semble évident, habituer les citoyens à cette situation, et contrôler par la répression les mouvements sociaux pacifiques qui luttent contre les mesures spoliatrices ordonnées par les dictats de la finance. Une nouvelle loi qui inclue des dispositions liberticides issues de cet état d'urgence, est envisagée par monsieur Macron. Un avenir non fraternel et dangereux se profile.

La France insoumise propose au contraire un retour à la raison en matière de sécurité et une politique anti-terroriste rationnelle. Les odieux attentats commis en France, en 2012, 2015 et 2016 ont frappé les corps et les consciences. Plus de deux cents personnes ont été tuées dans ces attaques.

En matière de lutte anti-terroriste, l'Etat doit retrouver son sang-froid, car la surenchère sécuritaire ne protège pas, elle affaiblit et fait le jeu des assaillants. Nous devons élargir l'intervention du Parlement dans le cadre d'une sixième république. Il est nécessaire d'augmenter les pouvoirs de la délégation parlementaire au renseignement afin qu'elle puisse juger d'elle-même de l'état réel de la menace et des axes de travail des services concernés.

Voici un extrait de notre programme « L'avenir en commun ».

Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :

☑ Refuser la logique du choc des civilisations et de la *guerre intérieure*, sortir des guerres déstabilisatrices et des alliances hypocrites avec les pétromonarchies du Golfe

- La mise en œuvre d'une stratégie globale de lutte contre Daesh et la création d'une coalition universelle sous l'égide de l'ONU ciblant les composantes économiques (blanchiment d'argent, ressources pétrolières, approvisionnement internet)

☑ Améliorer la prévention en engageant une stratégie politique pour renforcer les anticorps républicains et supprimer le terreau des communautarismes par plus de République, de laïcité, d'éducation, de justice sociale et d'implication citoyenne

☑ Refuser la logique de l'exception pour réaffirmer l'État de droit

- Permettre la sortie de l'état d'urgence à l'initiative du Parlement, état qui ne protège pas mieux
- Faire l'évaluation des lois antiterroristes sécuritaires existantes
- Arrêter progressivement les opérations *Sentinelle* pour confier la sécurité des lieux publics à la police
- Garantir le contrôle par le juge judiciaire des opérations de lutte contre le terrorisme et augmenter les moyens de la justice antiterroriste pour garantir une lutte efficace, durable et respectueuse des droits et libertés fondamentaux

☑ Renforcer le renseignement territorial et humain en revenant sur la fusion de la DST et des RG, en privilégiant l'infiltration par rapport au tout technologique, en renforçant les moyens d'analyse des renseignements collectés, et imposer aux autorités chargées du renseignement de rendre compte devant une commission parlementaire permanente

			<p><input checked="" type="checkbox"/> Lutter contre l'embrigadement et soutenir les démarches de signalement par les proches et les programmes de prise en charge des personnes suspectées</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Instaurer une peine de déchéance des droits civiques en cas de fraude fiscale ou d'activités illicites permettant le financement d'activités terroristes, punir les financements des trafics alimentant les réseaux terroristes et réquisitionner les entreprises qui collaborent avec les agresseurs</p> <p>Pour approfondir ces questions il est possible de lire au format PDF en ligne</p> <p>Le livret de la France insoumise « la sécurité, retour à la raison » rédigé par un groupe de travail coordonnée par Lise Maillard, juriste, François Pirenne, professionnel du renseignement, et Ugo Bernalicis, fonctionnaire de l'Intérieur.</p> <p><a href="https://avenirencommun.fr/le-livret-securite/">https://avenirencommun.fr/le-livret-securite/</a></p>
<b>Serge BARDY</b>		<b>X</b>	<p>Quelques jours après les terribles attentats de novembre 2015, l'Assemblée nationale avait adopté à une très large majorité un projet de loi qui prolonge l'état d'urgence de trois mois.</p> <p>En toute conscience, j'avais moi-même apporté mon soutien à ce texte. Je ne sous-estime pas les conséquences de ce vote. Accorder des pouvoirs renforcés à l'exécutif est une décision grave, qu'aucun parlementaire ne prend à la légère et que nous préférerions ne pas avoir à prendre.</p> <p>Cependant, les attentats ont placé notre pays dans une situation de menace terroriste permanente d'une extrême gravité. Nous devons en prendre toute la mesure et nous donner les moyens de prévenir de nouvelles attaques. C'est pour cela que nous avons validé l'état d'urgence, temporairement et sous le contrôle strict du parlement, dans le but de faciliter et de rendre plus efficace l'action des forces de l'ordre.</p> <p>Nous ne l'avons pas fait de manière aveugle. Au contraire, sous l'impulsion des députés socialistes, nous en avons profité pour moderniser le cadre juridique dans lequel s'applique l'état d'urgence : renforcement des pouvoirs de contrôle du parlement, interdiction de toute possibilité de recours à la justice militaire, meilleure prise en compte du numérique et suppression de la possibilité de contrôler la presse et les médias.</p> <p>Toutefois, il me semble particulièrement important de préciser que l'état d'urgence ne peut être un état d'exception permanent.</p> <p>Dans ce contexte, le gouvernement d'Edouard Philippe va demander au nouveau parlement élu, la prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre 2017, après l'attentat de Manchester qui a fait 22 morts.</p> <p>En accord avec mes valeurs, si les électeurs de la 6e circonscription du Maine-et-Loire me renouvellent leur confiance, en toute responsabilité, je voterai contre la prorogation de l'Etat d'Urgence, qui place notre pays dans un régime d'exception depuis presque deux ans.</p>
<b>Alain PAGANO</b> <b>[PCF]</b>		<b>X</b>	<p>Les parlementaires PCF se sont prononcés contre les prolongations de l'Etat d'urgence chaque fois qu'elles ont été soumises au vote du parlement.</p> <p>Les candidats du PCF 49 sont dans cette lignée là et s'opposeront à la prolongation de l'Etat d'urgence.</p> <p>C'est également mon positionnement personnel comme candidat dans la 2° circonscription</p>
<b>Meriem BABA</b> <b>[PS]</b>		<b>X</b>	<p>Si nous avons tous été scandalisés et choqués par les terrible attentats qui ont frappé la France ces deux dernières années et de la nécessité d'y apporter une réponse rapide et ferme, force est de constater que le maintien de cet état d'urgence n'est pas sans poser de questions.</p> <p>L'état d'urgence et la promulgation de différentes lois, notamment celle sur le renseignement est une limitation de nos droits et libertés individuelles qu'on ne peut tolérer à long terme.</p> <p>Une démocratie a un sens dès lors que ses ressortissants jouissent de leurs droits et libertés, ainsi qu'avec une Justice indépendante et respectée.</p> <p>Comment pouvons nous tolérer aujourd'hui qu'un individu soit soumis à un régime de privation de ses droits et libertés au prétexte</p>

				qu'il représente un éventuel danger pour la société sans qu'il ait accès aux éléments de son dossier et à l'intervention de la Justice. J'entends pour ma part m'opposer dans le contexte actuel au maintien de l'état d'urgence
--	--	--	--	---